



Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement

Le Chef de l'Etat Burundais a reçu le Président de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)

Dans cette Edition:

page



Le Chef de l'Etat Burundais a reçu le Président de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)

1

Visite du Président Faure Essozimna Gnassingbé au Burundi

2

Burundi : Deux nouveaux ministres prêtent serment au Palais de Kigobe

3

Burundi : un nouvel outil pour évaluer et améliorer le climat des affaires

3

Assemblée Nationale: Adoption du calendrier des activités parlementaires du 26 janvier au 9 février 2026

4

L'Ombudsman Burundais appelle la population à contribuer pour la réussite de la vision 2040- 2060

5

Visite du Boulevard du Japon par SE Monsieur le Ministre en charge des Affaires Etrangères et le Président de la JICA

5

Rencontre de Son Excellence Monsieur le Ministre avec le Corps diplomatique et consulaire ainsi que les Représentants des Organisations Internationales et Régionales accrédités au Burundi

6

Le Président de la République du Burundi, Son Excellence Monsieur Evariste Ndayishimiye, a reçu le lundi 26 janvier 2026, au Palais Ntare House Dr. Tanaka Akihiko, Président de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), qui était en visite officielle au Burundi.

Au cours de cette audience, les deux Hautes personnalités ont échangé sur l'état de la coopération multisectorielle entre le Burundi et le Japon, à travers les différents projets de développement appuyés par la JICA. Dr.Tanaka Akihiko a exprimé sa satisfaction quant à l'élan de développement que connaît le Burundi sous le leadership éclairé de Son Ex-

cellence Monsieur Evariste Ndayishimiye, tout en réitérant la volonté de son institution de rendre effectifs et opérationnels tous les engagements de coopération multisectorielle avec le Burundi.

Déjà active dans plusieurs secteurs clés, notamment les infrastructures routières, le transport à travers les dons de bus offerts à l'Office des Transports et Contrôle Technique (OTRACO) et l'intérêt manifesté pour le projet de chemin de fer, ainsi que le transport maritime via la modernisation du port de Bujumbura, l'Agence Japonaise de Coopération Internationale intervient également dans le secteur agricole, en

particulier par l'appui technique à la modernisation de la filière rizicole en vue d'une production orientée vers l'exportation.

L'Agence japonaise a exprimé sa volonté de renforcer sa coopération avec le Burundi dans le domaine de la santé, notamment à travers l'appui à la construction des hôpitaux communaux. À ce propos, le séjour du Président de la JICA au Burundi prévoit également une visite de l'Hôpital Prince Régent Charles, afin d'évaluer les besoins liés au renforcement des équipements déjà fournis à cet établissement.

En collaboration avec le Gouvernement Burundais, la JICA prévoit également de renforcer les capacités de la jeunesse burundaise à travers l'équipement du Centre régional de formation professionnelle de Rusi, en province de Gitega, ainsi que l'extension de plusieurs autres centres de formation.

Dans le secteur minier, le Président de la JICA a souligné l'immense potentiel dont regorge le Burundi, réaffirmant sa volonté d'analyser la faisabilité d'une coopération dans ce domaine en vue de soutenir l'économie nationale. Il a salué l'accueil chaleureux, l'humanisme et l'hospitalité légendaire du peuple burundais envers

les réfugiés en provenance de la République Démocratique du Congo. La JICA a exprimé sa disponibilité à appuyer le Gouvernement Burundais dans l'assistance à ces populations vulnérables, dont les moyens de subsistance restent limités en raison de leur nombre élevé. Il a également salué l'élan politique du Burundi, ainsi que la paix, la stabilité et la vision claire du pays en matière de développement socio-économique.

De son côté, le Chef de l'Etat Burundais s'est réjoui de la qualité de ces échanges et a particulièrement apprécié la fidélité de son hôte qui a répondu favorablement à l'invitation qu'il lui avait adressée lors de sa visite au Japon, en marge de la Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD) tenue à Yokohama au mois d'août dernier.

À cette occasion, le Président Burundais avait invité le Président de la JICA à se rendre au Burundi afin de s'imprégner des réalités du terrain dans le cadre du renforcement de la coopération multisectorielle.

Le Chef de l'Etat Burundais a réaffirmé l'engagement du Gouvernement Burundais à poursuivre et consolider la coopération avec le Gouvernement japonais pour un développement conjoint et durable. **(Présidence)**

Visite du Président Faure Essozimna Gnassingbé au Burundi



Le vendredi 30 janvier 2026, le Président du Conseil de la République togolaise et Médiateur de l'Union Africaine pour le conflit à l'Est de la République Démocratique du Congo Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, a effectué une visite officielle au Burundi.

A son arrivée à l'Aéroport International Melchior Ndaye, il a été chaleureusement accueilli par le Ministre

en charge des Affaires Etrangères, Monsieur l'Ambassadeur Édouard Bizimana.

Au Palais Ntare Rushatsi, le Médiateur de l'Union Africaine, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, a été reçu en audience par le Chef de l'Etat Burundais, Son Excellence Monsieur Evariste Ndayishimiye. Les deux hautes personnalités se sont d'abord entretenues en tête-à-tête, avant de participer à une rencontre élargie.

Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé a conduit une délégation du Panel des facilitateurs désignés par l'Union Africaine, composée de Son Excellence Madame Catherine Samba-Panza, ancienne Présidente de la République centrafricaine, Son Excellence Madame Sahle-Work Zewde, ancienne Présidente de l'Ethiopie, et Son Excellence Dr Mokgweetsi Eric Keabetswe Masisi, ancien Président du Botswana.

Cette audience a offert l'occasion au Médiateur de l'Union Africaine d'écouter les positions du Burundi, pays partageant un passé colonial commun avec le Rwanda et la République Démocratique du Congo, et de saluer l'enga-

gement du Président de la République du Burundi Son Excellence Monsieur Evariste Ndayishimiye en faveur du retour de la paix à l'Est de la République Démocratique du Congo.

Le Chef de l'Etat Burundais, Son Excellence Mon-

sieur Evariste Ndayishimiye, appelé à assumer dès le mois de février 2026, la présidence de l'Union Africaine, s'est réjoui de cette rencontre stratégique, qui renforce la crédibilité du mécanisme de médiation et permet aux pays concernés de faire valoir leurs préoccupations. **(Présidence)**

Burundi : Deux nouveaux ministres prêtent serment au Palais de Kigobe



Le Palais des Congrès de Kigobe a abrité le lundi 26 janvier 2026, la cérémonie solennelle de prestation de serment de deux nouveaux membres du Gouvernement de la République du Burundi, récemment nommés par le Président de la République du Burundi.

Désignés par le décret présidentiel du 23 janvier 2026, Monsieur Alfred Ahingejeje et Monsieur Damien Niyonkuru ont officiellement pris leurs fonctions après avoir juré fidélité à la Nation et à la Constitution devant les institutions du pays.

Monsieur Alfred Ahingejeje a été investi en qualité de Ministre de la Justice, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, tandis que Monsieur Damien Niyonkuru a été nommé Ministre des Infrastructures, des Logements Sociaux, des Transports et de l'Equipement.

La cérémonie s'est déroulée en présence du Chef de l'Etat Burundais, de Hauts responsables des institutions nationales, des membres du Parlement et du Gouvernement, des Corps de défense et de sécurité, ainsi que des Représentants du Corps diplomatique accrédités au Burundi. Les confessions religieuses et de nombreuses autres personnalités étaient également présentes, témoignant de l'importance de cet événement dans la vie institutionnelle du pays.

Conformément à la tradition républicaine, chacun des deux nouveaux ministres, tenant le drapeau national de la main gauche, a prêté serment en s'engageant à respecter et à faire respecter l'Accord d'Arusha pour la paix et la Réconciliation au Burundi, la Constitution de la République ainsi que l'ensemble des lois et règlements du pays.

Dans leur engagement solennel, ils ont promis de servir l'intérêt supérieur de la Nation, de promouvoir l'unité nationale, la paix, la justice et l'égalité de tous les citoyens. Ils se sont également engagés à lutter contre les idéologies et pratiques de génocide et d'exclusion, tout en œuvrant pour la promotion et la protection des droits de la personne humaine, sans aucune forme de discrimination.

Cette prestation de serment marque une nouvelle étape dans le renforcement de l'action gouvernementale et réaffirme la volonté des autorités burundaises de consolider l'Etat de droit, la cohésion nationale et le développement durable du pays. **(RTNB)**

Burundi : un nouvel outil pour évaluer et améliorer le climat des affaires

Sous les auspices du Premier Ministre Monsieur Nestor Ntahontuye, l'Agence de Développement du Burundi (ADB) a organisé le lundi 26 janvier 2026, un atelier de sensibilisation des parties prenantes sur les préparatifs de l'évaluation du climat des affaires au Burundi à l'aide du rapport « Business Ready » (B-Ready). Cette nouvelle méthodologie de la Banque Mondiale doit servir à évaluer le climat des affaires dans le pays, marquant

ainsi une étape clé dans la volonté gouvernementale de promouvoir les réformes économiques et d'attirer les investissements.

L'événement qui a réuni diverses parties prenantes du secteur public et privé, avait pour objectif de présenter les contours et les enjeux de cet outil qui succède au fameux « Doing Business ».



Dans son allocution, le Directeur Général de l'ADB, Monsieur Révérien Nizigiyimana, a rappelé que l'amélioration du climat des affaires est une condition essentielle à la croissance, à l'attraction des investissements, à la compétitivité des entreprises et à la création d'emplois durables. Il a souligné que l'introduction du B-Ready s'inscrit dans cette logique, en proposant une approche plus holistique, plus inclusive et davantage orientée vers l'impact réel des politiques publiques sur les entreprises. Contrairement aux approches antérieures, Business Ready évalue la qualité des cadres réglementaires, l'effectivité de leur mise en œuvre, la qualité des services publics offerts aux entreprises ainsi que l'expérience vécue des opérateurs économiques tout au long du cycle de l'entreprise. Selon le DG de l'ADB, cet outil permettra d'identifier objectivement les forces et les faiblesses de l'environnement burundais des affaires, de hiérarchiser les réformes et de renforcer la crédibilité du pays auprès des investisseurs.

Le Premier Ministre a réaffirmé que l'amélioration du

climat des affaires demeure une priorité majeure pour le Gouvernement, conformément à la vision du Président de la République du Burundi, Son Excellence Monsieur Evariste Ndayishimiye, qui a placé le secteur privé au cœur de la croissance économique et de la transformation structurelle.

Signalons que le Chef du Gouvernement a déclaré que la vision du Burundi « pays émergent en 2040 et pays développé en 2060 » exige des réformes profondes, cohérentes et soutenues notamment dans le domaine du climat des affaires, de la gouvernance économique et de la compétitivité du secteur privé.

Il a ajouté que l'évaluation de l'économie du pays à l'aide de cet outil moderne, crédible et adapté aux réalités actuelles constitue une étape essentielle, tout en réitérant l'engagement ferme du Gouvernement Burundais à poursuivre les réformes structurelles nécessaires pour faire du Burundi une destination attractive, compétitive et propice aux investissements durables.

Les participants à l'atelier ont accueilli favorablement l'arrivée de ce nouvel outil. Ils ont exprimé leur confiance dans sa capacité à fournir une analyse plus complète et plus représentative de la réalité du terrain que son prédécesseur. Le Business Ready couvrira en effet des thématiques élargies incluant la création d'entreprises, le lieu d'implantation, les services d'utilité publique, l'emploi, les services financiers, le commerce international, la fiscalité, le règlement des litiges, la concurrence du marché ainsi que l'insolvabilité d'entreprises. (RTNB)

Assemblée Nationale: Adoption du calendrier des activités parlementaires du 26 janvier au 9 février 2026



Le mardi 27 janvier 2026, les députés burundais se sont réunis en séance plénière

sous la présidence du Président de l'Assemblée Nationale, Très Honorable Gélase Daniel Ndirabarabane dans le cadre de procéder à l'adoption du projet de calendrier des activi-

tés parlementaires couvrant la période allant du 26 janvier au 9 février 2026.

Ce calendrier, qui s'étend sur une durée de quinze jours, prévoit un programme chargé axé principalement sur les séances plénières, l'examen des amendements du Sénat ainsi que les travaux en commissions permanentes. Parmi les activités principales inscrites à l'agenda figure la présentation du rapport annuel de l'Institution de l'Ombudsman du Burundi, couvrant la période allant de novembre 2024 au 22 novembre 2025. Les députés ont procédé également à l'analyse et à l'adoption du projet de loi portant modification de la loi relative à l'organisa-

tion du secteur semencier végétal. Le calendrier prévoit en outre l'examen du projet de loi relatif à la réorganisation des services publics de l'eau potable et de l'assainissement liquide.

Les élus du peuple se sont penchés également sur le projet de loi portant ratification de l'accord entre le Burundi et les Emirats arabes unis, visant l'élimination de la double imposition et la prévention de l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. Il est aussi prévu la présentation du rapport définitif d'audit de la gestion de la Clinique Prince Louis Rwagasore, élaboré par la Cour des comptes. Cette présentation

a été suivie d'une séance de questions orales avec débat, adressées au Ministre de la Santé Publique.

En marge de l'adoption de ce calendrier, les parlementaires ont également suivi la présentation de cinq rapports de missions de travail effectuées en octobre et en décembre 2025 par des délégations parlementaires burundaises. Ces missions ont conduit les élus en Chine, en Afrique du Sud, à Djibouti, ainsi qu'à Kampala en Ouganda, où ils ont pris part à la 15^{ème} édition des Jeux parlementaires de l'Assemblée Législative de l'Afrique de l'Est (EALA). **(Le Renouveau)**

L'Ombudsman Burundais appelle la population à contribuer pour la réussite de la vision 2040- 2060



Lors de la présentation du rapport annuel des activités de son institution pour l'année 2025, le mercredi 28 janvier 2026, à l'Assemblée Nationale, l'Ombudsman Burundais, Madame Aimée Laurentine Kanyana, a interpellé, les Burundais, à travailler en conformité avec la vision du pays, qui ambitionne de faire du Burundi un pays émergent en 2040 et pays développé en 2060.

A cette occasion, elle s'est particulièrement focalisée sur l'ignorance de certains fonctionnaires de l'Etat qui exercent leurs fonctions en marge de cette vision nationale. Elle a souligné que tout citoyen, instruit ou non instruit, est appelé à travailler, en se référant

constamment à la vision du pays. Elle a également fait savoir que les autorités collinaires ne devraient pas se plaindre du retard des frais d'encouragement, de leur insuffisance ou encore du manque de matériaux pour les travaux communautaires.

Selon elle, une personne qui travaille en tenant compte de la vision du pays ne devrait pas se retrouver confrontée à de telles difficultés. L'Ombudsman a déploré le comportement de certains jeunes qui, au lieu de s'engager dans des activités productives, s'adonnent à la consommation de drogues et l'alcool. Elle a regretté que certains d'entre eux ignorent même l'existence du Programme d'Autonomisation Économique et d'Emploi des Jeunes (PAEEJ), qui vise pourtant, à promouvoir l'entrepreneuriat et l'auto-développement de la jeunesse.

S'adressant aux femmes qui pratiquent le commerce transfrontalier, elle a recommandé aux autorités chargées de la sécurité, de les informer clairement sur les zones autorisées et celles interdites, afin de faciliter leur autonomisation économique, tout en garantissant la sécurité aux frontières du pays. **(ABP)**

Visite du Boulevard du Japon par SE Monsieur le Ministre en charge des Affaires Etrangères et le Président de la JICA

Le lundi 26 janvier 2026, Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, l'Ambassadeur Edouard BIZIMANA, en compagnie d'une déléga-

tion de l'Agence Japonaise de la Coopération Internationale (JICA), conduite par le Dr Akihiko TANAKA, Président de la JICA, a effectué une visite du Boulevard du Japon.



Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des bonnes relations et d'amitié qui existent entre la République du Burundi et le Japon. Cela témoigne la diplomatie économique agissante du Burundi, a indiqué le Ministre BIZIMANA. Cette route est une sorte de liaison qui lie le Burundi et le Japon et qui marque la matérialisation de l'amitié qui existe entre les deux Pays.

Lors de cette visite qui a suivi le trajet « Rond-Point Cathédrale-Ecole Belge-Avenue du Large -Tanganyika-Port de Bujumbura », les deux hautes autorités ont pu remarquer qu'une partie de la route nommée après le Boulevard du Japon a été endommagée suite au débordement des eaux du Lac Tanganyika. Cela fait que la praticabili-



té de cette route devienne presque difficile.

De sa visite matinale au port de Bujumbura, Dr Akihiko TANAKA, Président de la JICA, se réjouit d'importants équipements y installés dans le cadre de son réhabilitation. Il a pu également comprendre les perspectives d'avenir et de développement du Pays.

A l'issue de cette visite, Dr Akihiko TANAKA, a indiqué que dans les jours à venir, des experts japonais viendront faire des études pour se rendre compte des causes la coupure de cette route et le débordement des eaux du Lac Tanganyika. Les résultats de ces études permettront d'effectuer efficacement des travaux de réhabilitation de ce boulevard. (MAEIRCD)

Rencontre de Son Excellence Monsieur le Ministre avec le Corps diplomatique et consulaire ainsi que les Représentants des Organisations Internationales et Régionales accrédités au Burundi



Le jeudi 29 janvier 2026, Son Excellence Ambassadeur Edouard BIZIMANA, Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, a rencontré le Corps diplomatique et consulaire, ainsi que les Représentants des Organisations Internationales et Régionales accrédités au Burundi, afin de faire le point sur la situation sécuritaire à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC).

Dans son discours, Son Excellence Monsieur le Ministre a remercié tous ceux qui ont répondu à l'invitation à la séance d'échanges sur la situation sécuritaire à l'Est de la RDC, ainsi que les Congolais installés au Burundi. Il a déclaré que le Burundi, en tant que pays voisin et membre de la communauté régionale, suit avec une grande préoccupation l'évolution de cette situation, sans pour autant ignorer la question humanitaire liée à l'afflux de réfugiés congolais sur son territoire.

Son Excellence Monsieur le Ministre a poursuivi en réaffirmant que cette séance d'échanges visait à renforcer

l'appel à la solidarité internationale lancé le 17 décembre 2026, étant donné que le Burundi a opté pour une réponse concertée afin de garantir une assistance adéquate et durable.

Son Excellence Monsieur le Ministre a ajouté que cette rencontre, habituelle, vise à partager des analyses, à renforcer la compréhension mutuelle et à explorer ensemble des pistes de coopération afin de contribuer à la paix, à la sécurité et à la stabilité dans la région. Par conséquent, il s'est déclaré prêt à prendre en compte les réflexions, les contributions



et les recommandations pour dégager des actions concrètes.

Prenant la parole, la Représentante du HCR a remercié tous ceux-là qui ont contribué pour aider les réfugiés congolais, plus particulièrement la République Démocratique du Congo qui a continué à venir en aide ses citoyens devenus réfugiés. La Représ-

sentante de l'Union Européenne a confirmé l'engagement de l'Union Européenne pour venir en aide aux réfugiés tandis que le Japon a promis une aide imminente d'un million de dollars.

S'agissant des menaces du M23, de RED TABARA et du FNL, le Ministre a déclaré que le Burundi demeure attaché à la paix, à la stabilité régionale et au respect des engagements humanitaires, tout en restant très vigilant et attentif face à toute menace pesant sur son territoire.

Ambassadeur Edouard BIZIMANA a informé l'audience de la progression des rebelles burundais travaillant de mèche avec l'AFC/M23 et le Rwanda dans la plaine de la Rusizi, tout en rassurant que la sécurité demeure bonne au Burundi. Il a ajouté que le Burundi ne ménagera aucun effort pour préserver la sécurité.

Avant de procéder à la séance de questions, Son Excellence Monsieur le Ministre a invité les participants à visionner un film documentaire présentant des informations détaillées sur la situation sécuritaire à l'Est de la République Démocratique du Congo, ainsi que sur les conséquences humanitaires qui en découlent, notamment l'arrivée de réfugiés congolais sur le sol burundais.

Le Ministre Edouard BIZIMANA a terminé en réitérant ses remerciements à tous ceux qui ont répondu à l'invitation et leur a souhaité un bon retour. Par la suite, il a accordé une interview aux journalistes afin de fournir davantage d'éclaircissements. (MAEIRCD)

Participation à la journée de la République de l'Inde 2026



Les Diplomates de l'Ambassade de la République du Burundi en Inde ont pris part aux cérémonies du 77^{ème} anniversaire de la Journée de la République de l'Inde, organisées le

lundi 26 janvier 2026 à New Delhi, marquant la commémoration annuelle de l'entrée en vigueur de la Constitution indienne en 1950.

La délégation Burundaise a assisté à la traditionnelle parade nationale sur Kartavya Path, le boulevard central de la capitale indienne, où les forces armées, des contingents culturels et des tableaux représentant la diversité culturelle de l'Inde ont défilé devant l'Honorable Président de l'Inde, Madame Droupadi Murmu et le Premier Ministre Monsieur Narendra Modi et de plusieurs dignitaires internationaux, dont les dirigeants de l'Union Européenne, à savoir le Président du Conseil Européen Monsieur Antonio Costa et le Président de la



Commission de l'Union Européenne, Madame Ursula Von der Leyen.

Dans la soirée, au Palais présidentiel de Rashtrapati Bhavan, la Présidente indienne a offert la réception annuelle, un événement diplomatique de haut niveau qui rassemble des Représentants des missions diplomatiques et autres invités de marque. Cette réception, en plus de renforcer les liens d'amitié diplomatique, a permis de renforcer la solidarité internationale dans un contexte mondial en constante évolution. **(Ambassade du Burundi à New Delhi)**

Province de Butanyerera/formation des responsables communaux dans les communes Kirundo et Busoni : la planification familiale doit aller de pair avec le développement



Le lundi 26 janvier 2026, dans les communes Kirundo et Busoni a débuté une formation de cinq jours du 26 au 30 janvier 2026, destinée aux Chefs de zones, aux conseillers de l'Administrateur communal ainsi qu'aux Chefs de départements communaux. Cette formation porte sur la planification familiale et la santé reproductive, la lutte contre les violences basées sur le genre, le développement inclusif et le suivi des jeunes. Elle est organisée dans le cadre du projet Turumwe, mis en œuvre par l'organisation Care-Burundi.

Le conseiller du Gouverneur de la province de Butanyerera Monsieur Cyriaque Nikoyagize, qui représentait le Gouverneur dans la commune de Busoni, a appelé les responsables à accorder une attention particulière aux questions de planification familiale et de santé reproductive au sein de la communauté, tout en les reliant au développement, étant donné que les deux sont indissociables.

En s'exprimant au nom du Gouverneur de la province de Butanyerera, Monsieur Cyriaque a indiqué que ces formations sur la planification familiale et la santé reproductive sont très importantes pour les responsables. En effet, face à l'augmentation continue de la population, l'absence d'actions appropriées pourrait entraîner de graves problèmes. Il a exhorté les participants à sensibiliser la population au respect de la politique nationale recommandant de limiter les naissances. Il a également invité les responsables à enseigner aux citoyens les questions de planification familiale et de santé reproductive en les intégrant au développement, étant donné que le pays s'oriente vers la Vision du Burundi « pays émergent en 2040 et développé en 2060. »

Le Chargé de la communication au Cabinet du Gouverneur de la commune de Kirundo, Monsieur Gilbert Ndi-banje a fait savoir que cette formation destinée aux nouveaux responsables arrive à point nommé. Il a précisé que cette formation est bénéfique à la population de la commune Kirundo et qu'elle aidera les responsables au niveau des zones, car dans leur travail quotidien de recherche de solutions aux problèmes soulevés par les citoyens, ils s'appuieront sur les enseignements tirés de cette formation.

Le Représentant de l'organisation Care Burundi Dr Emmanuel Nzeyimana, a indiqué que cette formation a été organisée à l'intention des nouveaux responsables qui sont les plus proches de la population et sont les mieux placés pour sensibiliser, en particulier les jeunes, aux questions de planification familiale et de santé reproductive. Ce projet vise à renforcer les capacités des respon-

sables afin qu'ils transmettent ces connaissances à la population, contribuant ainsi à l'amélioration de la santé reproductive et à la promotion du développement. Ce projet s'étendra sur une période d'un an et

collaborera avec des centres modèles pour les jeunes situés dans les communes de la province de Butanyera. **(Le Renouveau)**

Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement

Département de la Communica- tion

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi